

# Lettre au premier ministre

Le Droit, le 6 avril 2007  
Lettre au premier ministre  
Éditorial d'André Larocque

Monsieur Jean Charest, le 26 mars dernier, vous avez réussi, non sans difficultés, à conserver le pouvoir en faisant réélire un gouvernement libéral, minoritaire cette fois.



André  
**Larocque**

[alarocque@ledroit.com](mailto:alarocque@ledroit.com)

Rédacteur en chef

À l'instar de nombreux candidats élus ou défaits, vous avez sans aucun doute profité d'un repos bien mérité au terme de ce marathon électoral dont vous saurez assurément faire l'autopsie.

Généralement, une campagne électorale est l'occasion pour les partis politiques et leurs candidats de débattre des grands enjeux qui préoccupent la population et surtout de proposer des solutions aux nombreux problèmes jugés prioritaires par les électeurs. La santé figure en tête de liste de ces priorités. Vous l'avez bien compris et en aviez même fait la « première priorité » de votre campagne.

En Outaouais, vos cinq candidats ont été réélus de sorte que la région représente à elle seule 10 % de l'ensemble de la députation libérale officiellement assermentée hier.

Nous espérons que vous saurez en tenir compte dans la composition de votre conseil des ministres avec laquelle vous jonglez présentement.

Mais il est important de vous rappeler qu'en Outaouais, la santé est malade. Très malade même.

Presque quotidiennement dans la région, les médias font état des débordements dans les urgences, de la surcharge de travail imposée au personnel dans les hôpitaux en raison de la pénurie de médecins de famille ou d'infirmières, de chirurgies qui sont reportées en raison du manque de lits.

Les bonnes nouvelles en santé sont donc plutôt rares en Outaouais. Et quand il y en a, elles sont trop souvent éclipsées par de mauvaises nouvelles.

Régulièrement, nous publions dans nos pages d'opinion, des lettres relatant des cas vécus de patients aux prises avec un système de santé dysfonctionnel, où accessibilité rime trop souvent avec impossibilité.

Rarement cependant les citoyens remettent en cause les compétences des professionnels de la santé. Mais les citoyens sont inquiets. Les médecins sont inquiets. Les gestionnaires de la santé sont inquiets. La région est inquiète.

Dans tous les coins de l'Outaouais, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour crier haut et fort que la situation a assez duré.

En matière de santé, les résidents-patients-contribuables de l'Outaouais ont malheureusement la nette impression de vivre dans le Tiers-Monde.

Lundi dernier, *Le Droit* a lancé en éditorial un appel à la mobilisation en matière de santé, en qualifiant à juste titre la région de l'Outaouais de « zone sinistrée ».

M. Charest, il est plus que temps que soient mis de côté tous les obstacles administratifs et corporatistes qui freinent un retour à la normale en santé dans notre région. Quand on apprend que près de la moitié des quelque 3000 permis de médecine émis l'an dernier en Ontario l'ont été à des médecins ayant étudié à l'extérieur du Canada, il y a lieu de s'interroger sur la pénurie de médecins au Québec.

### STATUT PARTICULIER ?

Nous suggérons la tenue d'États généraux sur la santé au cours desquels tout devra être mis sur la table et débattu sereinement pour remettre sur rails un système qui ne cesse de connaître des ratés.

Des solutions novatrices doivent être examinées, car les formules usuelles qui donnent des résultats ailleurs dans la province ne semblent pas fonctionner ici.

En raison du caractère exceptionnel de la crise qui sévit dans la région, pourquoi ne pas accorder à l'Outaouais – ne serait-ce que pour une période déterminée – un statut particulier? Après tout, nulle part ailleurs au Québec doit-on composer avec une aussi vive compétition de la part d'une ville (Ottawa) et d'une province voisine (Ontario) en matière de santé.

M. le premier ministre, alors que vous amorcez officiellement votre nouveau mandat à la tête du Québec, il est impératif que vous preniez personnellement en main le dossier de la santé en Outaouais pour redonner espoir et dignité à tous les gens de la région, dont bon nombre vous ont fait confiance le 26 mars.